

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2022

HISTOIRE-GÉOGRAPHIE, GÉOPOLITIQUE et SCIENCES POLITIQUES

JOUR 1

Durée de l'épreuve : **4 heures**

Coefficient : **16**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 4 pages numérotées de 1/4 à 4/4.

**Le candidat traitera un sujet de dissertation, au choix parmi les sujets 1 et 2
ET l'étude critique de document(s)**

Répartition des points

Dissertation	10 points
Étude critique	10 points

Le candidat traitera un sujet de dissertation, au choix parmi les sujets 1 et 2
Il précisera sur la copie les numéros de sujets choisis pour la dissertation

PREMIÈRE PARTIE

Dissertation 1 : Les océans, un espace de conquête.

Dissertation 2 : Juger les génocides et les crimes contre l'humanité : quels objectifs ?

DEUXIÈME PARTIE

Le candidat traite l'étude critique de document(s) suivante

Étude critique de document : La question climatique.

Consigne : En analysant le document et en vous appuyant sur vos connaissances, expliquez comment le secrétaire général de l'ONU envisage la coopération internationale sur la question climatique. Vous en présenterez les limites.

DOCUMENT :

Discours d'Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations unies, sur l'état de la planète le 2 décembre 2020 à l'université de Columbia, New York

« [...] Mes chers amis,

J'aimerais d'abord aborder avec vous la question de l'urgence climatique. Il y a trois impératifs pour parvenir à faire face à la crise climatique :

Premièrement, nous devons atteindre la neutralité carbone à l'échelle mondiale dans les 30 prochaines années.

Deuxièmement, nous devons faire en sorte que les financements mondiaux soient au diapason de l'Accord de Paris, le plan mondial pour l'action climatique.

Troisièmement, nous devons accomplir une percée en matière d'adaptation afin de protéger le monde – et en particulier les personnes et les pays les plus vulnérables – contre les impacts climatiques.

J'aimerais maintenant revenir sur chacun de ces trois impératifs.

Premièrement, la neutralité carbone – réduire à zéro les émissions nettes de gaz à effets de serre. Ces dernières semaines, nous avons constaté des évolutions positives importantes.

L'Union européenne s'est engagée à devenir le premier continent climatiquement neutre d'ici à 2050 – et j'espère qu'elle décidera de réduire ses émissions d'au moins 55 % par rapport aux niveaux de 1990 d'ici à 2030.

Le Royaume-Uni, le Japon, la République de Corée et plus de 110 pays se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

L'administration entrante des États-Unis a annoncé qu'elle poursuivrait le même objectif. La Chine s'est engagée à y parvenir avant 2060.

Cela signifie que d'ici au début de 2021, des pays représentant plus de 65 % des émissions mondiales de dioxyde de carbone et plus de 70 % de l'économie mondiale auront pris des engagements ambitieux en matière de neutralité carbone.

Nous devons profiter de cet élan et en faire un véritable mouvement.

L'objectif central que s'est donné l'Organisation des Nations Unies pour 2021 est de constituer une véritable coalition mondiale pour la neutralité carbone.

Je suis convaincu que l'année 2021 peut être une année bissextile d'un nouveau genre – celle d'un bond en avant vers la neutralité carbone.

Chaque pays, ville, institution financière et entreprise devrait adopter un plan de transition vers zéro émission nette d'ici à 2050 – et j'engage les principaux émetteurs à montrer l'exemple en prenant dès maintenant des mesures décisives pour réaliser cette vision, ce qui signifie réduire les émissions mondiales de 45 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2010. Et ceci doit se refléter clairement dans les contributions déterminées au niveau national.

Chaque personne a un rôle à jouer, puisque nous sommes toutes et tous des consommateurs, des producteurs, des investisseurs. [...]

Mes chers amis,

Un monde nouveau est en train de prendre forme.

De plus en plus de personnes reconnaissent les limites des critères conventionnels, tels que le produit intérieur brut, qui peuvent faire passer des activités nuisibles à l'environnement comme positives sur le plan économique.

Les mentalités évoluent.

De plus en plus de personnes comprennent qu'elles doivent faire leurs propres choix au quotidien pour réduire leur empreinte carbone et respecter les limites de la planète.

Et nous sommes inspirés par des vagues de mobilisation sociale soulevées par la jeunesse.

Des mouvements de protestation dans la rue aux campagnes de sensibilisation en ligne...

De l'enseignement en classe à l'engagement collectif...

Des bureaux de vote aux lieux de travail...

Les jeunes poussent leurs aînés à faire ce qui doit être fait. Et nous sommes dans une université.

C'est un moment de vérité pour les peuples comme pour la planète. [...] »

Note : Le 2 décembre 2020, jour où deux rapports de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) ont été publiés, soulignant la gravité de la crise climatique.

Source : Site internet des Nations Unies, Action pour le Climat. (Consulté en novembre 2021).